

# % Angles d'Attac

association pour une taxation des  
transactions financières et pour  
l'action citoyenne

Bulletin d'information mensuel  
d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15,  
1205 Genève – [www.suisse.attac.org](http://www.suisse.attac.org)

Numéro 80 – septembre 2011

## >>> SOMMAIRE >>>

Les accords Rubik passés par la Suisse avec l'Allemagne et l'Angleterre ne sont pas acceptables – p.1

Une taxe sur la finance  
pour faire passer la pilule de l'austérité – p.3

ENA: 1300 personnes, 38 pays, 100 ateliers,... – p.4

Chaos financier:  
les Attac d'Europe proposent des alternatives – p.5

La question des finances: le sujet clé de l'ENA – p.6

«Journées des soulèvements» – Maghreb  
quand les peuples reprennent l'initiative – p.7

La crise ... des ânes – p.7

Corne de l'Afrique:  
pourquoi l'aide d'urgence est insuffisante? – p.8

Le mouvement des sans-papiers a dix ans – p.9

Imposer les successions: une évidence! – p.10

La souveraineté alimentaire en Europe – p.11

Université d'automne  
et assemblée générale d'attac suisse  
du 4 au 6 novembre 2011 à Genève –  
p.12

Dernière minute: nouvelle révélation  
d'espionnage contre Attac – p.12

JAB 2500 BIENNE 4  
Retours à attac, rue des Savoises 15, 1205 Genève

## >>> Les accords Rubik passés par la Suisse avec l'Allemagne et l'Angleterre ne sont pas acceptables >>>

Cet été, la Suisse a signé deux accords fiscaux avec l'Allemagne et l'Angleterre. Les rendements des capitaux déposés en Suisse par les ressortissants de ces deux pays seront soumis à un impôt forfaitaire qui sera reversé au fisc de leur pays d'origine. En outre, un prélèvement unique sera prélevé sur le capital. Après ce paiement, les deux États d'origine passeront l'éponge sur les obligations fiscales de leurs ressortissants, dont ils renoncent par ailleurs à connaître l'identité.

Ce dispositif, baptisé Rubik, a été proposé par la Suisse comme alternative aux exigences de transparence fiscale exigées tant par le G20 que par l'Union européenne. Les accords signés posent des problèmes de principe que Vincent Drezer résume sur le site les echos.fr: Ce type d'accord institue un régime fiscal dérogatoire permanent dont il sera extrêmement délicat de contrôler la bonne application: comment en effet vérifier la situa-

tion d'un contribuable dont l'anonymat est garanti ou vérifier si les sommes reversées correspondent véritablement à ce qui, au regard des revenus réellement perçus, doit être reversé? Plus grave, alors que les États avaient annoncé à grands renforts de communication un renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale et des mesures visant à favoriser la transparence, cet accord constitue de fait un reniement des engagements du sommet du G20 de Londres en avril 2009 à l'issue duquel les États avaient déclaré: «l'ère du secret bancaire est terminée». En garantissant l'anonymat des résidents étrangers, cet accord préserve le secret bancaire suisse et plombe les discussions portant sur la révision de la directive «épargne» visant à instaurer un système d'échange automatique d'informations entre les États membres de l'Union européenne et les territoires liés (tels la Suisse). [1]

C'est bien à une sorte de marchan-

>>>



Manifestation en Allemagne: l'«évasion fiscale n'a jamais été aussi bon marché»

## IMPRESSUM

Édité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année  
Destiné aux membres et aux abonnés.  
Impression et mise en page : Deltagraph, Bienne  
Tirage 1'600 exemplaires

## ABONNEMENT (pour non-membres)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

## ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Ernest Hamsag, Christine Dellsberger, Gérard Scheller, Michel Pellaton, Sabrina Scardua, Georges Sontag,

Les articles n'engagent que leurs auteurs. Ils ne représentent pas forcément la position d'Attac.

## TRADUCTIONS

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur [coor-ditrad.attac.org](mailto:coor-ditrad.attac.org) ou en envoyant un mail à [coor-ditrad.ch@attac.org](mailto:coor-ditrad.ch@attac.org), ou par courrier postal auprès d'attac suisse

## PROCHAINE PARUTION EN NOVEMBRE

## COURRIER DES LECTEURS ET LECTRICES

Réagissez, participez,  
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :  
Courrier de l'Angles d'ATTAC, cp 5105, 1002 Lausanne  
ou par mail: [angles-ch@attac.org](mailto:angles-ch@attac.org)

## INTERNET

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur [www.suisse.attac.org](http://www.suisse.attac.org), rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

## ADRESSES

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, [vaud@attac.org](mailto:vaud@attac.org)  
Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, [geneve@attac.org](mailto:geneve@attac.org)  
Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, [neuchatel@attac.org](mailto:neuchatel@attac.org)  
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, [bern@attac.org](mailto:bern@attac.org)  
Zürich: Attac Zürich, 8000 Zürich, [zurich@attac.org](mailto:zurich@attac.org)  
Basel: Postfach, 4002 Basel, [basel@attac.org](mailto:basel@attac.org)  
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra  
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, [fribourg@attac.org](mailto:fribourg@attac.org)  
Bienne-Jura:  
Case 4314, 2500 Bienne 4, [bienne-jura@attac.org](mailto:bienne-jura@attac.org)  
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, [valais@attac.org](mailto:valais@attac.org)

> > >

dage auquel se sont livrées les autorités des pays concernés: l'Allemagne et la Grande-Bretagne s'engagent « à s'abstenir de toute lutte contre la fraude et de toute poursuite en contrepartie de recettes » selon un fonctionnaire du ministère français des finances cité anonymement dans Le Monde du 18 août. En échange de quelques milliards, la Suisse réussit une fois de plus à préserver le secret bancaire. Le milieu bancaires l'ont bien compris et ils ont été parmi les premiers à se féliciter de ces accords. Accessoirement, ils sont ainsi protégés du risque de poursuites juridiques pour encouragement à la fraude fiscale, telles que celles qui sont en cours au USA :

La gauche allemande s'est immédiatement mobilisée contre cet accord qui doit encore être ratifié par le parlement. Une campagne qui regroupe notamment Attac, Campact, le réseau pour une justice fiscale (TJN) et le syndicat Verdi a été mise sur pied. Elle est soutenue par les sociaux-démocrates et les Verts. Une pétition qui appelle les parlementaires à ne pas ratifier cette proposition d'amnistie fiscale a déjà recueilli plus de 50'000 signatures. [2]

En Angleterre également, les réactions ne se sont pas fait attendre. On citera notamment celles du réseau pour une justice

fiscale qui détaille sur son site quelques-uns des aspects inacceptables de l'accord [3] :

- sabotage des efforts européens en faveur de la transparence fiscale.
- abandon injustifié de toute poursuite envers des activités criminelles.
- injustice : l'impunité revient à accorder des règles différentes selon les individus
- existence de grandes failles au niveau du taux d'imposition, par exemple en matière de successions.
- confiance injustifiée dans les banques suisses sur leur capacité ou leur volonté de prélever les impôts de façon correcte. Absence de contrôle.

Attac suisse partage ces critiques aux projets d'accord et appellent les autorités suisses à renoncer aux projets du type Rubik, à ne pas chercher à en établir de similaires avec d'autres pays et à s'engager en faveur de l'échange automatique d'information, seul moyen d'agir efficacement contre la fraude fiscale.

[1] <http://lecercle.lesechos.fr/node/37148>

[2] Voir les sites <http://www.campact.de/steuer/homeet> [www.attac.de](http://www.attac.de) (en allemand)

[3] <http://taxjustice.blogspot.com/> (en anglais)



Photo campact.de

## >>> Une taxe sur la finance

## pour faire passer la pilule de l'austérité >>>



Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont annoncé « une proposition commune de taxe sur les transactions financières afin de contribuer à la réflexion engagée par la Commission européenne ». Que tous les responsables politiques reprennent une proposition que nous portons depuis 12 ans est une victoire des idées d'Attac. Mais depuis deux ans les effets d'annonce se sont multipliés sans déboucher sur autre chose que des « propositions » et des « réflexions ». Cette taxe doit être appliquée le plus vite possible, avec tous les pays volontaires, sans attendre une hypothétique acceptation de tous. Ci-après une prise de position d'Attac France. On peut également lire l'interview d'Aurélien Trouvé, co-président d'Attac France qui a paru dans Le Monde du 16 août 2011.

Tout dépendra des modalités concrètes de cette taxe. Pour contrer réellement la spéculation et mettre à contribution la finance, il faut appliquer une taxe d'au moins 0,1% sur l'ensemble des transactions financières et bien entendu la rendre obligatoire. Tout dépendra aussi de l'utilisation faite du produit de la taxe : si celui-ci n'est utilisé que pour renflouer les déficits et sauver une nouvelle fois les banques sans contrepartie, l'efficacité sera nulle. Au contraire, le produit doit aller vers des services et investissements publics, visant le partage des richesses et la reconversion écologique. Il doit

aussi servir à la solidarité Nord-Sud, pour faire face à l'explosion de la pauvreté et aux besoins de la lutte contre le réchauffement climatique.

Pendant que les gouvernants dissertent sur la taxe Tobin, ils font passer le rouleau compresseur de l'austérité. Mais les dettes publiques et la crise de l'Euro, loin de résulter d'un excès de dépenses, proviennent de la crise financière et des cadeaux fiscaux consentis depuis vingt ans aux privilégiés. Sarkozy et Merkel jouent la vertu alors qu'ils sont totalement responsables de la situation. Ils scellent aujourd'hui une alliance de combat contre les populations pour forcer tous les États-membres de la zone Euro à introduire dans leurs Constitutions la « règle d'or », autrement dit un véritable carcan budgétaire. [1] La menace pèse sur les droits sociaux et sur les services publics. C'est aussi une menace contre la démocratie : une réforme constitutionnelle imposée par les marchés financiers, un renforcement inédit des pouvoirs de la Commission européenne pour imposer la discipline des marchés aux États, signifient un nouveau recul de la souveraineté populaire en Europe.

Pour Attac France, ces politiques ne peuvent avoir qu'une signification : profiter de la crise de la dette pour détruire l'État social en Europe. Les urgences sociales et écologiques sont sacrifiées à l'appétit insatiable des marchés

financiers. Au contraire, nous proposons de réduire la dette en instaurant une politique fiscale fortement redistributive et en progressant vers une harmonisation fiscale en Europe. La dette en France doit être examinée par un comité d'audit citoyen pour en vérifier l'origine et en dénoncer la partie illégitime si nécessaire. Pour s'attaquer à la racine des

problèmes, il faut enfin désarmer les marchés financiers.

Attac propose à tous ses partenaires la mise en place d'un comité unitaire pour l'audit de la dette française, et appelle à s'opposer avec la plus grande vigueur aux politiques annoncées. Nous répondrons à l'appel des Indignés espagnols le 15 octobre. Nous mobiliserons en novembre, avec tous nos partenaires internationaux, contre le G20 de Nice, pour que la crise soit payée par la finance et pas par les citoyens.

Paris, le 18 août 2011.

[www.france.attac.org/](http://www.france.attac.org/)

[1] Cette règle d'or correspond à ce qu'on nomme en Suisse le frein à l'endettement. Cette procédure empêche la réalisation de projets qui ne seraient pas financés et cela sans considération de leur nécessité.



Le banquier qui voulait décrocher la lune.  
Image Titom <http://bxl.attac.be/>



## >>> ENA: 1300 personnes, 38 pays, 100 ateliers, 4 forums, 2 grands débats >>>

Du 9 au 14 août a eu lieu à Freiburg, Allemagne, l'université des Attac d'Europe, sous le nom de European Network Academy for Social Movements (ENA). Trois ans après une première rencontre à Saarbrücken, également en Allemagne, cette université fut un grand succès: plus de 1300 personnes venant de 38 pays ont participé à plus de cent ateliers, quatre forums et deux grands débats. Localisée au centre ville à l'université Albert Ludwig, cette rencontre a bénéficié d'une excellente organisation et de traductions simultanées en allemand, français et anglais. L'université a été préparée, depuis une année et demie, par des militants d'Attac Allemagne, France, Autriche, Brussel-Wallonie, Grèce, Espagne, Italie, Maroc, Norvège, Islande et Pologne.



Les sujets représentaient le spectre entier des thèmes du mouvement altermondialiste. Ils étaient groupés par quatre grandes thématiques: «Démocratie», «Écologie et climat», «Système financier», ainsi que «Économie et crise sociale». Une riche offre culturelle, comportant aussi des visites guidées et des excursions, a complété ce programme impressionnant.

Quelques points forts ont dominé ces journées. D'abord, bien sûr, le problème de la dette des pays européens et des mesures d'austérité imposées ou sur le point de l'être. Beaucoup de discussions ont ainsi eu comme sujet le fonctionnement de l'Union européenne: quelle Europe voulons-nous, quelles actions sont à mener pour obtenir des changements plus ou moins radicaux? Le système financier, thème originaire d'Attac, a occupé bien sûr une place importante. Les ateliers ont couvert un large éventail de questions allant du rôle de la Banque centrale européenne à l'exigence d'un audit des dettes publiques passant par des cam-

pagnes incitant les gens à changer de banque et à transférer les avoirs dans une banque alternative. Autre thème d'actualité: les luttes pour la démocratie dans les pays arabes, thème discuté lors de deux plenums avec des intervenants du Maroc, de la Tunisie et d'Égypte. Parmi les très nombreux autres sujets, citons encore les ateliers concernant les biens communs, les luttes pour l'emploi et contre la pauvreté, mais aussi les nombreuses questions autour de l'écologie et du climat, telles que, par exemple, l'exploitation des ressources naturelles ou la décroissance.

Vu cette énorme diversité des thèmes et le très grand nombre d'intervenants compétents, il n'était pas aisé de choisir un atelier et ainsi de renoncer à certains autres. L'impression qui reste est l'énorme vitalité et la dynamique d'Attac Europe et des nombreux mouvements qui ont participé. Attac reste un formidable réseau et dont les groupes locaux devraient profiter encore davantage.

Voici quelques observations issues d'un atelier qui s'intitulait «Attac face à la crise financière – manque de compétence, de capacité à mobiliser, de désobéissance civile?». Il était proposé par des militants allemands et autrichiens et débutait avec un constat provocateur: lors de la crise financière, Attac n'a pas su intervenir réellement et mobiliser des gens. En plus, les nombreux événements qui ont jalonné cette crise n'ont pas été commentés de manière continue et compétente par Attac. Même les journalistes sympathisants ne perçoivent pas Attac comme référence valable. De bonnes analyses existent pourtant mais, souvent, n'arrivent pas à percer vers l'extérieur. Ces propos ont suscité une discussion très animée entre participants et animateurs de cet atelier, discussion qui touchait souvent les problèmes de mobilisation que connaît Attac en général et non pas seulement en lien avec la crise financière. Une des pistes qui surgissait était d'améliorer le réseau de communication, de rendre les analyses et prises de positions d'Attac plus

accessibles. Dans ce contexte, le développement de Finance Watch (<http://www.finance-watch.org/>) est à saluer. Les rapports avec la presse, aussi, sont jugés souvent problématiques. Des exemples d'actions de rue spectaculaires ont été cités, actions qui ont recueilli beaucoup de sympathie du public, mais à peine quelques lignes dans un quotidien de la place. Surgissait finalement la question: qu'est Attac? Que veut Attac? Un think tank? Une organisation de lutte? Où mettre l'accent? Beaucoup avaient le sentiment qu'Attac était trop timide dans ses actions, que d'autres mouvements jouaient le rôle principal dans les mobilisations actuelles. Si Attac peut réunir des personnes de sensibilités diverses mais qui refusent le système de globalisation actuelle, il est indispensable de s'associer avec d'autres mouvements pour mener des luttes, telle était une des conclusions.

*Christine Dellsperger*

# >>> Chaos financier : les Attac d'Europe proposent des alternatives >>>

A Fribourg (Allemagne), plus de 1300 militants des Attac d'Europe se sont réunis pour passer au crible l'état catastrophique de la finance mondiale et travailler à la formulation d'alternatives.

« Il ne sert à rien de dire "on vous avait prévenus" - quoique ce soit vrai. L'important est de proposer des mesures concrètes pour que les peuples et la planète aient enfin la priorité sur les profits scandaleux d'une minorité. Nos propositions sont crédibles et seront efficaces si nous parvenons à les imposer », déclare Susan George, présidente d'honneur d'Attac France.

Selon Hugo Braun, d'Attac Allemagne, l'un des organisateurs de l'évènement, « pendant plus de 10 ans les politiques ont ignoré nos revendications pour un contrôle démocratique des marchés financiers. Même s'il y a des débats actuellement pour une meilleure régulation financière,

la mise en place effective d'une taxe sur les transactions financières et d'autres outils régulateurs est encore éloignée. Malgré les beaux discours du G20, les réformes prises depuis 2008 sont timides et la plupart restent à mettre en oeuvre ».

La panique a gagné à nouveau les marchés financiers suite à la dépréciation de la note des États-Unis par les agences de notation. Pourtant les niveaux insoutenables de la dette américaine ou européenne sont notoires depuis longtemps : le krach n'est qu'une nouvelle preuve de l'irrationalité des marchés. Les rumeurs d'une dégradation de la note de la France ont ensuite aggravé la spéculation. « Nous disons aux citoyens : ne soyez plus spectateurs, devenez acteurs ! Rejoignez les mouvements qui construisent des alternatives à la crise et agissent pour un monde meilleur ! La mobilisation est la meilleure manière de permettre que chacun vive une vie décente

dans une société soutenable », conclut Cristina Asensi, membre d'Attac Espagne et du mouvement des Indignés.

## Attac exige :

- L'introduction immédiate d'une taxe sur les transactions financières pour bloquer la spéculation.
- L'interdiction immédiate et définitive des armes de spéculation massive, à commencer par la vente à découvert et les CDS.
- La fin des sauvetages sans conditions : les banques renflouées devront être nationalisées et placées sous contrôle démocratique. Elles seront au service des besoins sociaux, pas des actionnaires privés.
- Toutes les institutions financières « trop grosses pour faire faillite » doivent être découpées en banques à taille humaine.

- Non aux mesures d'austérité, oui à de nouvelles recettes publiques. Les services et investissements publics doivent être renouvelés et développés. Les mesures fiscales doivent viser à la fois la redistribution des richesses et l'augmentation des recettes.
- La dette publique doit faire l'objet d'un audit citoyen ; la dette illégitime doit être annulée.
- La Banque centrale européenne doit être mise sous contrôle démocratique. Il faut réviser son mandat de façon à lui permettre le financement direct des États membres de la zone Euro.

*Communiqué de presse du réseau européen des Attac*

*Fribourg, Allemagne,  
12 août 2011*



Stand up for the world !

Photo: <http://www.flickr.com/photos/attacena/>



# >>> La question des finances :

## le sujet clé de l'ENA >>>

Le sujet « Finance » était probablement le sujet clé de l'ENA (European Network Academy for Social Movements, Université des Attac d'Europe, 9-14 août 2011, Freiburg, Allemagne), car nous vivons sous la dictature des marchés financiers depuis 2 à 3 décennies. Dans les discours des chefs d'État des pays riches, on entend dire qu'il faut « rassurer les marchés financiers » en bons serviteurs, au lieu de parler des vrais problèmes des pays : le chômage, l'exclusion et la pauvreté. Il y avait un forum « Marchés financiers », et de nombreux ateliers, certains parfois en même temps. J'ai suivi les ateliers animés en majeure partie par Dominique Plihon (Attac France), Pedro Perez (Ecuador, Banque du Sud), Miguel Otero-Eglesias (Espagne), et également par Franco Carminati, Marica Frangakis (Grèce), Peter Wahl (Allemagne), Trevor Evans (Allemagne) et Detlev von Larcher (Allemagne).

Tout le monde était d'accord : le plus important est de casser la domination des marchés financiers par des mesures de régulation et fiscales. Les points les plus importants de la synthèse des ateliers « Finance » ont été :

- La finance pour le peuple. Séparer les banques en banques commerciales et banques d'investissement. Démembrer les banques trop grandes afin d'éviter, en cas de leur faillite, de déséquilibrer tout le système bancaire. Prêts aux États par la Banque centrale européenne. Harmonisation de la fiscalité européenne.
- Arrêter la spéculation. Introduire la Taxe sur les Transactions Financières (TTF). Interdire la vente à découvert, les produits dérivés et l'effet de levier pour la spéculation.
- Contrôle démocratique de la finance. Contrôle citoyen du système bancaire. Important réseau de banques publiques.

Audit de la dette suivi d'annulation de dettes. Fermer les paradis fiscaux.

- Créer des devises alternatives. Régionales : l'Amérique du Sud est en train de créer le « SUCRE », dont le rôle est semblable à celui de l'ECU avant l'introduction de l'Euro en Europe. Au niveau mondial, le BANCOR proposé par Keynes pourra remplacer le dollar comme monnaie de réserve. Keynes a proposé la création d'une Union internationale de compensation et d'une monnaie supranationale, à laquelle les monnaies auraient été rattachées.

Un atelier consacré à l'avenir de l'Euro a dégagé les réflexions suivantes : la zone Euro ne peut subsister telle qu'elle (dys-)fonctionne actuellement, à cause des politiques néolibérales qui la définissent. Des changements radicaux prévisibles sont : soit un effondrement de l'Euro, soit un scénario d'adoption d'une monnaie commune, du type ECU, ou une Union monétaire nouvelle, en gardant l'Euro.

- Premier scénario. Un ou plusieurs pays abandonnent l'Euro pour une monnaie nationale. La suite va être très incertaine, dépendant non seulement des mesures prises par les pays concernés mais également de la réaction des pays restant dans la zone. Avantages : recouvrement de la souveraineté monétaire et le pouvoir, pour ces pays, de dévaluer leur monnaie. Coûts de cette stratégie : risque de crise financière, bancaire ; du fait de la dévaluation, les dettes en Euro deviennent difficiles sinon impossibles à rembourser, ce qui peut provoquer une crise bancaire dans les pays gardant l'Euro. La balance entre coûts et bénéfices dépendra des mesures suivantes, que l'on décidera de prendre ou pas : contrôle des capitaux, contrôle

des prix, contrôle des banques, investissements à long terme dans le secteur productif.

- Le scénario « monnaie commune » signifie que les pays de la zone Euro abandonnent l'Euro comme monnaie unique et adoptent en même temps une monnaie nationale et une monnaie commune. Ce nouveau régime monétaire exige d'aller au-delà de l'ancien système de l'ECU en adoptant le système proposé par Keynes pour le BANCOR : créer une Union de compensation régionale, avec des nouvelles règles pour la coopération monétaire, fiscale, des limitations des déséquilibres des échanges commerciaux, etc. La monnaie commune devra être : unité de compte, moyen complémentaire de paiement et instrument de crédit pour les États. Elle devra être semblable au « SUCRE » d'Amérique Latine. Avantages : souveraineté monétaire, coopération régionale basée sur une relation symétrique des pays membres. Coûts et risques : risque élevé de transition, nécessité de réformes importantes (l'Allemagne acceptera-t-elle ?), risque de guerre des taux de change et de spéculation, si la coopération ne fonctionne pas bien. La monnaie commune, le nouvel ECU, ne sera pas une véritable monnaie mais un panier de monnaies locales circulant principalement entre gouvernements et banques centrales.
- Scénario « Nouvelle union monétaire ». Si l'Euro reste la monnaie unique, des réformes radicales devront être adoptées. L'union politique doit être renforcée pour améliorer la coopération entre les membres et pour permettre un contrôle démocratique par des élus et la société civile. Des politiques fiscales européennes devront être développées avec un large budget européen (10% du PIB

total des membres), avec une taxation européenne et des transferts financiers à l'intérieur de la zone Euro. Il est indispensable de changer drastiquement la politique monétaire et le rôle de la Banque centrale européenne (BCE). La Banque centrale devra être sous contrôle démocratique, la politique monétaire et fiscale devra être coordonnée entre les gouvernements et la BCE, au lieu d'être séparée. La priorité doit être donnée à l'emploi, à des buts sociaux et écologiques ; les investissements publics à long terme devront être financés par création monétaire par la BCE. Avantages : l'Euro devient un facteur d'intégration et de coopération, à condition que les réformes soient appliquées ; le risque de segmentation de l'Europe est diminué ; pas de risque d'instabilité monétaire entre les pays membres et l'Euro pourra contrebalancer le pouvoir du dollar et du Yen. Coûts et risques : coût politique pour les gouvernements nationaux, à cause de la perte partielle d'indépendance. L'Euro pourra profiter à chaque membre seulement si la politique néolibérale est abandonnée.

Conclusions pour l'avenir de l'Euro : difficile de faire un pronostic. Le premier et le troisième scénarios ont probablement davantage de chances. Pour tous les trois scénarios, un résultat positif dépend de l'ampleur des réformes de la politique néolibérale. En particulier, deux changements majeurs sont indispensables : la démocratisation et le contrôle social des politiques, ainsi que le contrôle strict des marchés financiers et de leurs intervenants.

*Ernest Hamsag*

# >>> « Journées des soulèvements » - Maghreb quand les peuples reprennent l'initiative >>>

Compte-rendu de l'Atelier de l'ENA (European Network Academy for Social Movements) consacré aux soulèvements au Maghreb. Atelier D04a du 10 août 2011.



**Mamdouh Habashi**, cofondateur du PS égyptien, études d'ingénieur à Berlin

En Égypte, depuis trois ans il y a des mouvements de protestation qui osent poser la question politique. Jusque-là, le seul thème était les difficultés économiques. Cette nouvelle mobilisation du printemps 2011 est vécue comme une vraie révolution.

Le système égyptien est très répressif. L'armée est constituée de 1'300'000 militaires, pour une population totale de 80 millions d'habitants. Sous la pression de

ce mouvement large et déterminé dans la rue, l'armée a capitulé : c'est remarquable.

Le 25 janvier, la police fêtait sa journée nationale qui a été vécue comme une provocation. Le 26, le mouvement a nettement grandi. Les classes moyennes sont intervenues en force, mobilisées par internet. Comme il le fait depuis des années, le gouvernement a voulu faire croire qu'il s'agissait d'une conspiration islamiste. Les insurgés n'ont pas cru à ce discours : ils ont même été galvanisés par ce grossier mensonge. Il était clair que les islamistes étaient à l'écart de la naissance de ce mouvement.

Le 28, les dirigeants font disparaître la police et la sécurité. Ils ouvrent les prisons et lâchent les pilliers. La population s'est mobilisée, toutes classes sociales et confessions confondues, pour gérer la sécurité, et même la circulation automobile !

Alors que, le 26 janvier, Hillary

Clinton annonçait qu'elle se rangeait au côté d'Hosni Moubarak, le 28, les USA, l'UE et l'ensemble du monde ont lâché le gouvernement.

Pour ce qui est des forces démocratiques en présence, il faudra compter avec cinq tendances : les partisans de Moubarak, les islamistes, les nationalistes (formés sous Nasser), les libéraux et les partis de gauche. La lutte sera rude...



**Zaina Oubihi** enseignante, membre du secrétariat d'Attac Maroc et du mouvement du 20 février

Les révolutions d'Égypte et de Tunisie ont donné un grand espoir au Maroc. Le 20 février (date qui a donné son nom au mouvement) des jeunes ont annoncé un sit-in sur Facebook.

Des milliers de manifestants sont sortis dans la rue dans 80 villes. Leur point commun était de ne plus croire aux partis politiques et aux syndicats.

En réponse à ce mouvement, le Roi a fait un discours qui annonçait des changements. Le lendemain, des marches ont été organisées dans 110 villes, avec des dizaines de milliers de manifestants. C'était la première fois qu'un discours du Roi était contesté.

Le mouvement est populaire et représente une grande diversité de tendances. Il prône l'égalité entre hommes et femmes. Les filles prennent la parole et sont bien représentées dans la préparation du mouvement. Seuls quelques problèmes ont eu lieu avec certains islamistes qui proposaient des slogans refusés par les autres.

Gérard Scheller

## LA CRISE ... DES ÂNES

*Histoire circulant sur internet d'après une fable espagnole.*

Un homme portant cravate se présenta un jour dans un village. Monté sur une caisse, il cria à qui voulait l'entendre qu'il achèterait cash 100 euros l'unité tous les ânes qu'on lui proposerait. Les paysans le trouvaient bien un peu étrange, mais son prix était très intéressant et ceux qui topaient avec lui repartaient le portefeuille rebondi, la mine réjouie. Il revint le lendemain et offrit cette fois 150 euros par tête, et là encore une grande partie des habitants lui vendirent leurs bêtes. Les jours suivants, il offrit 300 euros et ceux qui ne l'avaient pas encore fait vendirent les derniers ânes existants. Constatant qu'il n'en restait plus un seul, il fit savoir qu'il reviendrait en acheter 500 euros dans huit jours et il quitta le village.

Le lendemain, il confia à son associé le troupeau qu'il venait d'acheter et l'envoya dans ce même village avec ordre de revendre les bêtes 400 euros l'unité. Face à la possibilité de faire un bénéfice de 100 euros dès la semaine suivante, tous les villageois rachetèrent leur âne

quatre fois le prix qu'ils l'avaient vendu et pour ce faire, tous empruntèrent.

Comme il fallait s'y attendre, les deux hommes d'affaires s'en allèrent prendre des vacances méritées dans un paradis fiscal et tous les villageois se retrouvèrent avec des ânes sans valeur, endettés jusqu'au cou, ruinés. Les malheureux tentèrent vainement de les revendre pour rembourser leur emprunt. Le cours de l'âne s'effondra. Les animaux furent saisis puis loués à leurs précédents propriétaires par le banquier. Celui-ci pourtant s'en alla pleurer auprès du maire en expliquant que s'il ne rentrait pas dans ses fonds, il serait ruiné lui aussi et devrait exiger le remboursement immédiat de tous les prêts accordés à la commune.

Pour éviter ce désastre, le maire, au lieu de donner de l'argent aux habitants du village pour qu'ils paient leurs dettes, le donna au banquier, ami intime et premier adjoint, soit dit en passant. Or celui-ci, après avoir rétabli sa trésorerie, ne fit pas pour autant un trait sur les dettes des villageois ni sur celles de la commune et tous se trouvèrent proches du surendettement.

Voyant sa note en passe d'être dégradée et

prise à la gorge par les taux d'intérêts, la commune demanda l'aide des communes voisines, mais ces dernières lui répondirent qu'elles ne pouvaient en aucun cas l'aider car elles avaient connu les mêmes infortunes.

Sur les conseils avisés et désintéressés du banquier, toutes décidèrent de réduire leurs dépenses : moins d'argent pour les écoles, pour les programmes sociaux, la voirie, la police municipale... On repoussa l'âge de départ à la retraite, on supprima des postes d'employés communaux, on baissa les salaires et, parallèlement, on augmenta les impôts. C'était, disait-on, inévitable mais on promit de moraliser ce scandaleux commerce des ânes.

Cette bien triste histoire prend tout son sel, quand on sait que le banquier et les deux escrocs sont frères et vivent ensemble sur une île des Bermudes, achetée à la sueur de leur front. On les appelle les frères Marchés.

Très généreusement, ils ont promis de subventionner la campagne électorale des maires sortants.

Cette histoire n'est toutefois pas finie car on ignore ce que firent les villageois.

# >>> Corne de l'Afrique: pourquoi l'aide d'urgence est insuffisante ? >>>

Une fois de plus, un peuple se meurt dans l'indifférence générale. Depuis le début de la famine qui touche gravement la corne de l'Afrique, les images choc se multiplient, rappelant à tout un chacun qu'au XXI<sup>ème</sup> siècle, la faim peut encore tuer. Article de Renaud Dutermé repris du site du CADTM.

Alors que la communauté internationale a bien du mal à récolter des fonds destinés à porter secours à ces populations (sans doute les caisses sont-elles vides après le hold-up financier à l'œuvre depuis 3 ans), les appels aux dons des particuliers abondent de toute part. Souvent d'un caractère culpabilisant et dépourvu d'analyses fouillées, cette technique de plus en plus utilisée en réponse aux catastrophes humanitaires ne résout malheureusement pas le fond du problème. Il suffit de voir les conditions de vie des populations touchées par le Tsunami en Asie du Sud-Est ou par le séisme en Haïti pour voir que rien ne s'est amélioré, malgré les montants importants récoltés de part et d'autre [1]. Ces deux exemples montrent également que prétendre résoudre un problème qui touche de près ou de loin à la pauvreté n'est qu'illusion si l'on ne cherche pas à connaître et à attaquer le fond du problème, à savoir essentiellement la question des rapports de force et celle de l'exploitation au niveau mondial et national.

## Et la charité sauvera le monde...

Si la charité permettait d'abolir la misère et l'exploitation, nous vivrions probablement dans un monde idyllique. Malheureusement, c'est loin d'être le cas, l'exemple somalien nous le montre une fois de plus. De ce fait, il est peut-être temps de rompre avec une conception de la solidarité à l'œuvre depuis plusieurs décennies dans le milieu développementaliste. Il s'agit d'une vision creuse et dont le ca-

ractère apolitique est revendiqué haut et fort. « Nous sommes là pour porter secours à des personnes, pas pour nous mêler de politique ». Ce discours, omniprésent chez de nombreuses ONG dont les intentions sont bien souvent louables, peut se révéler néfaste à plusieurs niveaux.

Premièrement, en agissant uniquement par le biais d'actions strictement humanitaires sans se préoccuper des causes profondes du problème, on en revient inévitablement à cautionner le système en place responsable de la tragédie. Ainsi, pour ce qui est d'une catastrophe alimentaire comme celle qui prévaut actuellement en Somalie et dans les pays voisins, il est naïf (voire hypocrite) de chercher à sauver ces populations d'une mort certaine sans remettre en cause un temps soit peu le système économique dominant. Ce même système fait qu'aujourd'hui encore, dans un monde capable de nourrir 12 milliards de personnes, un État est dans l'incapacité de faire face à un aléa climatique tel qu'une sécheresse. Aussi grave soit-elle, elle n'est dans la réalité que le déclencheur d'une catastrophe inévitable suite aux politiques néolibérales mises en œuvre depuis plus de 30 ans (libéralisation des marchés, ouvertures des frontières, dérèglementation des marchés de capitaux, ...). Ces politiques qui détruisent les agricultures locales ont également donné aux marchés financiers le contrôle des prix des aliments, c'est-à-dire la possibilité de spéculer sur la vie de millions de personnes. Rappelons que la faim n'est pas un phénomène nouveau et qu'à l'heure actuelle, près d'un milliard de personnes souffre de malnutrition chronique; rappelons également que pendant ce temps là, environ 1/3 de la production mondiale de nourriture est gaspillée; rappelons enfin qu'avec le soutien de la plupart des gouvernements, des surfaces entières sont consacrées à la production d'agrocarburants au

détriment d'aliments. L'aide d'urgence a bien sûr son utilité, mais elle ne peut avoir véritablement de sens que si elle cherche également à s'attaquer aux causes de la misère. Sans quoi ce genre de catastrophes est condamné à se reproduire encore et encore. Sans questionner le contexte historique, économique et politique d'une tragédie, l'aide d'urgence n'est qu'un palliatif destiné à soulager la misère mais sans la faire disparaître. De même, l'approche du don, même si elle est malheureusement nécessaire dans un monde où l'argent est le nerf de la guerre, doit être accompagnée de revendications fortes et cohérentes, telles que l'annulation de la dette du pays secouru. Il est insensé d'apporter des fonds à une population sans remettre en cause le fait que l'État en question soit contraint de rembourser chaque année des montants considérables au titre du remboursement de la dette.

La seconde raison qui peut rendre l'aide humanitaire néfaste est le fait que ce type d'actions risque de déresponsabiliser les différents acteurs engagés dans le combat pour le respect des droits humains. Mettre la main au portefeuille permet de se donner bonne conscience avant de continuer sa vie comme avant. Il est vrai que la perversité du système capitaliste est que son caractère englobant donne l'impression d'être impuissant, ce qui est vrai à l'échelle individuelle. Or, si la générosité financière a l'avantage d'être un acte concret et facile (j'ai donné quelque chose), elle a l'inconvénient de cloîtrer les personnes dans leur individualisme et de minimiser l'importance d'une action ou mobilisation collective, unique solution véritablement porteuse de changements. On l'a vu, le contexte est fondamental et même s'il peut se révéler difficile à ébranler, c'est possible aujourd'hui plus que jamais. Les mouvements populaires qui secouent le monde sont là pour

nous le rappeler.

Enfin, il est paradoxal de se mobiliser pour des causes étrangères, aussi justes soient-elles, sans remettre en cause les atteintes aux droits fondamentaux perpétrées par nos gouvernements [2]: guerres en Libye et en Afghanistan, répression des sans-papiers, ventes d'armes, criminalisation des mouvements sociaux... Le côté exotique de l'aide d'urgence ne doit pas faire oublier que la misère existe également dans les pays du Nord.

## Pour une mobilisation cohérente

Cet état des lieux n'a pas pour but de déconsidérer le travail de milliers de personnes remplies de bonnes intentions. On peut plutôt le considérer comme un appel pour les diverses ONG spécialisées dans l'aide d'urgence et/ou humanitaire, non pas à cesser leurs actions, mais à les compléter par des revendications politiques claires. L'annulation de la dette des pays de la périphérie peut être un bon début, même s'il est illusoire de croire qu'elle résoudra tous les problèmes des pays du Sud. Arriver à une véritable justice sociale nécessite de bouleverser des rapports de domination installés depuis plus de 5 siècles [3]. Et pour ça, seule une mobilisation populaire et solidaire importante en est capable.

## Notes

- [1] Pour ces deux exemples, voir respectivement MILLET Damien, TOUSSAINT Eric, Les tsunamis de la dette, éditions Syllepse/CADTM, 2005. PERCHELLET Sophie, Haïti, entre colonisation, dette et domination, éditions CADTM, 2010.
- [2] Pour plus d'informations à ce sujet, voir l'ouvrage BRICMONT Jean, Impérialisme Humanitaire. Droit de l'Homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?, Aden, 2005.
- [3] Voir le texte d'Eric TOUSSAINT: <http://www.cadtm.org/La-globalisation...>



*Le mouvement des sans-papiers, qui célèbre ses dix ans, fait part de ses exigences par le biais d'une pétition adressée au Conseil fédéral.*

Une hypocrisie politique majeure caractérise la politique suisse à l'égard des sans-papiers: d'un côté, la nécessité de cette main-d'oeuvre pour l'économie et, de l'autre côté, la négation officielle de leurs droits fondamentaux. Les auteurs de la pétition luttent contre cette politique migratoire!

A long terme, ils demandent que la Suisse remette en question sa politique migratoire dite des deux cercles et mette en place des conditions qui permettent la régularisation des personnes sans statut légal résidant en Suisse.

Les sans-papiers sont des personnes qui ont une identité et un passeport, mais résident en Suisse sans autorisation de séjour. L'écrasante majorité travaille, et certain-e-s paient leurs impôts et cotisent aux assurances sociales. Ils et elles construisent nos routes et nos maisons, s'occupent de nos enfants, des malades et des personnes âgées, travaillent dans nos champs, hôtels et restaurants, contribuant ainsi à la prospérité de ce pays. Malgré cela, ces personnes vivent dans la crainte permanente d'être dénoncées, découvertes, arrêtées et souvent expulsées.

Selon les estimations les plus prudentes, ils et elles sont au moins 100'000 dans cette situation. Dans ce nombre figurent également les requérant-e-s d'asile débouté-e-s. Ainsi, du fait de la politique migratoire extrêmement restrictive de la Suisse, de nombreuses personnes qui ont été au bénéfice d'un statut ont été contraintes de basculer dans la clandestinité.

## Politique des deux cercles

La politique migratoire de la Suisse est fondée sur la libre circulation au sein de l'UE et la fermeture quasi-totale à l'égard des autres migrant-e-s, alors même qu'il est évident que ces derniers répondent à un besoin de la Suisse. La situation actuelle découle de cette politique hypocrite, de l'adoption récente de la nouvelle loi sur les étrangers, et des durcissements successifs du droit d'asile, qui ont fini par vider celui-ci de sa substance. L'une des seules solutions accessibles pour sortir de la clandestinité, à savoir la régularisation pour cas de rigueur, est actuellement soumise à l'arbitraire et représente une véritable loterie pour les migrant-e-s qui s'y risquent. Aujourd'hui, plutôt que de reconnaître l'impasse dans laquelle nous sommes, on ne cesse de criminaliser la migration et de créer différentes catégories de sans-papiers, ce qui ne fait que renforcer la précarité de leur situation et la méfiance de la population à leur égard.

L'entrée en vigueur de la Loi sur le Travail au Noir (LTN) en janvier 2008 en est un parfait exemple: faisant l'amalgame entre absence de permis de travail et non-déclaration aux assurances sociales et aux impôts, son application sur ce point décourage les employeurs-euses de se mettre en règle et légitime en définitive les fraudeurs-euses. Les conséquences en sont la précarisation extrême des travailleurs-euses et l'affaiblissement de notre système social.

## 10 ans pour sortir de l'ombre

Depuis le début de la mobilisation des sans-papiers en 2001, cette problématique s'est progressivement imposée aux yeux du public et des autorités. Aujourd'hui, plus personne ne nie l'existence de sans-papiers en



Suisse. Cette plus grande visibilité a aussi permis des avancées dans certains domaines:

- un meilleur accès à la santé;
- l'obligation d'être déclaré-e aux assurances sociales pour toutes et tous;
- l'accès garanti à la scolarité obligatoire;
- le principe de l'accès à l'apprentissage.

Ces droits sont certes importants mais demeurent difficiles à appliquer, faute de statut légal. Ils sont également fragiles, et sans cesse remis en cause. Tout récemment, souhaitant durcir sa lutte contre l'immigration non souhaitée, le Conseil fédéral a envisagé de débusquer les familles de sans-papiers via la dénonciation de leurs enfants par les institutions scolaires et d'empêcher l'affiliation des travailleurs-euses concerné-e-s à l'AVS. Cette démarche ignoble a pour objectif de repousser les

sans-papiers dans la clandestinité, afin qu'ils-elles restent ce qu'ils-elles ont trop souvent été: une main-d'oeuvre précaire, sans droits, corvéable à merci et expulsable à tout moment.

## Quel avenir ?

N'en déplaise à certain-e-s, on ne peut contenir entièrement les migrations. L'échec de toutes les politiques migratoires de ces dernières décennies, qui n'ont fait que produire clandestinité et précarité, le montre clairement. Il s'agit maintenant de reconnaître cette réalité et de changer de cap, dans l'intérêt des migrant-e-s eux-mêmes, mais également dans celui de l'ensemble de notre société. Il est d'autant plus urgent de trouver des solutions pragmatiques qu'une troisième génération de sans-papiers – socialisée et scolarisée en Suisse – est en train d'apparaître.

*Texte repris du site [www.mouvement-sanspapiers.ch](http://www.mouvement-sanspapiers.ch)*

# >>> Imposer les successions : une évidence ! >>>

Notre société se fonde principalement sur le fait que tous les êtres humains doivent avoir les mêmes possibilités de départ, afin de pouvoir se développer librement selon leurs compétences et leurs préférences. Des chances inégales, comme un handicap par exemple, sont compensées par la société. La répartition hautement inégale de la fortune en Suisse, où 1% de la population possède autant que les 99% restants, contredit cette pensée libérale de l'égalité des chances. De plus, l'argent gagné à la sueur de son front doit être imposé, alors que les successions, obtenues par les héritiers sans aucune contrepartie, sont le plus souvent exemptées, même lorsque cela se compte en milliards. Cela est injuste et favorise une concentration non souhaitable de la fortune dans les mains de quelques-uns seulement. L'impôt sur les successions est un impôt équitable qui va à l'encontre de cette injustice.

Ci-dessous quelques arguments repris du site [www.fiscalite-successorale.ch/](http://www.fiscalite-successorale.ch/)

## **La classe moyenne reste protégée grâce aux exemptions importantes**

L'impôt fédéral sur les successions est élaboré de manière modérée. Il ménage les maisons familiales (exemption générale de CHF 2 mio), les entreprises familiales et les PME (exemption supplémentaire et taux d'imposition favorable), ainsi que les entreprises agricoles (exemptées d'impôt). La compétitivité de la Suisse reste entière, puisqu'avec

## **INITIATIVE FÉDÉRALE POUR IMPOSER LES SUCCESSIONS**

Le 16 août, différentes forces politiques (essentiellement de gauche) ont lancé une initiative fédérale pour l'imposition des successions.

Voici un bref exposé du contenu de l'initiative.

- L'AVS sera à l'avenir financée également par les recettes de l'impôt sur les successions et les donations (complément à l'Art. 112 Cst).
- La compétence de prélever l'impôt sur les successions et les donations est transférée des cantons à la Confédération (nv. Art. 129a Cst). Les cantons obtiennent une compensation, soit 1/3 des recettes prélevées.
- 2/3 des recettes fiscales sont versées à l'AVS.
- Est imposé l'héritage des personnes physiques ayant eu leur dernier do-

micile en Suisse ou pour lesquelles la procédure successorale est ouverte en Suisse, et non pas les héritiers individuels. L'impôt successoral est prélevé sur le testateur.

- De hautes exonérations permettent de ne pas imposer les classes moyennes :
  - exonération générale: CHF 2 Mio. - exonération pour les présents d'usage: CHF 20'000 par année et par donataire.
- Les donations aux conjoints/ partenaires enregistrés, ainsi qu'aux personnes juridiques exemptées ne sont pas imposées.
- Le taux d'imposition est unique et est fixé à 20%.
- Si l'héritage ou la donation comprend une entreprise ou une entreprise agricole, des allègements importants sont prévus dans l'estimation et le taux d'imposition, afin de ne pas mettre en danger leur existence et les places de travail.

un taux d'imposition de 20%, elle reste en-deçà de l'Allemagne (30%), de la France (40%), de la Grande-Bretagne (40%) et des USA (49%, bientôt à 28%).

## **Les cantons reçoivent une part des recettes fiscales**

Les recettes issues de l'impôt sur les successions revenaient jusqu'ici aux cantons. Ceux-ci les ont pourtant amplement sacrifiées sur l'autel de la concurrence fiscale intercantonale. De plus, les différences d'imposition d'un canton à l'autre rendent une vue

d'ensemble difficile. Les cantons seront indemnisés pour la perte de leur compétence, dans la mesure où ils reçoivent un tiers des recettes de l'impôt sur les successions.

## **L'augmentation de l'espérance de vie grève l'AVS**

Toujours moins de cotisants doivent payer pour de plus en plus de futurs rentiers AVS. Afin de financer l'AVS, les cotisations des employés et des employeurs devront, à moyen terme, être augmentées ou il faudra couper dans les prestations aux rentiers. Des cotisations plus importantes grèvent les revenus et affaiblissent la compétitivité des entreprises. Un tel développement met la

solidarité entre jeunes et vieux à rude épreuve.

## **Un impôt modéré sur la succession assure la longévité de l'AVS**

Au vu de l'augmentation de l'espérance de vie, les héritages se font en général à l'âge de la retraite. Afin d'assurer l'AVS à long terme et afin de soulager durablement les générations cotisantes, les générations bénéficiant des rentes doivent également participer au financement de l'AVS par un impôt modéré sur les successions et les donations. C'est ainsi que la compétitivité des entreprises, la consommation intérieure et la solidarité entre les générations seront renforcées.



**Imposer les successions de plusieurs millions...**

**pour financer notre AVS**



**Signez maintenant l'initiative sur [www.fiscalite-successorale.ch/](http://www.fiscalite-successorale.ch/)**

# >>> La souveraineté alimentaire en Europe maintenant >>>

Du 16 au 21 août 2011, un forum a réuni à Krems (Autriche) plus de 400 personnes de 34 pays du continent européen, de l'Atlantique à l'Oural et au Caucase, de l'Arctique à la Méditerranée – ainsi que des invité(e)s internationaux(ales) – représentant divers mouvements sociaux et organisations de la société civile, pour faire un pas supplémentaire dans le mouvement européen pour la Souveraineté Alimentaire. La déclaration finale a de nouveau affirmé le cadre de la Souveraineté Alimentaire au niveau international, à savoir – le droit des peuples à déterminer de façon démocratique leurs propres systèmes alimentaires et agricoles, dans le respect des humains et de l'environnement.

Les peuples d'Europe font actuellement face aux premières politiques d'ajustements structurels imposées par les gouvernements sur leurs populations. Jusqu'à présent, ces politiques concernaient les habitant(e)s d'autres régions, en particulier des pays du Sud, et cela dans le seul but de sauver le capitalisme et ceux qui en bénéficient (banques privées, groupes d'investissement et multinationales). Tout nous laisse penser que dans un futur proche, ces mesures anti-sociales vont s'étendre et se renforcer. Les premières mobilisations populaires

pour dénoncer les systèmes économiques et de gouvernance qui nous ont mis dans cette situation ont commencé. Nous offrons – de manière créative et énergique – une réponse de mouvements sociaux européens qui permettra d'affronter ce modèle d'agriculture globalisée, tout à l'image du système capitaliste qui l'a créé.

Les systèmes alimentaires se résumant désormais à un seul modèle d'agriculture industrialisée, contrôlé par quelques multinationales de l'agro-business qui sont en relation avec un nombre réduit d'acteurs de la grande distribution. Ce modèle est conçu pour générer du profit, ce qui provoque son incapacité à faire face à ses obligations. Au lieu d'être dédié à la production de nourriture saine et accessible qui bénéficie aux peuples, il se concentre de plus en plus sur des productions de matières premières telles que les agrocarburants, l'alimentation animale et

les plantations industrielles. Cela a causé une réduction drastique du nombre d'exploitations agricoles et de ceux qui en vivent. D'autre part, les régimes alimentaires qui en découlent sont dangereux pour la santé et contiennent trop peu de fruits, légumes et céréales.

Ce modèle de production industrielle est dépendant des énergies fossiles limitées, et des intrants chimiques. Il ne tient pas compte de la rareté des ressources en terre et en eau. Il cause des pertes dramatiques en termes de biodiversité et de fertilité des sols. Il contribue aux changements climatiques et pousse des milliers de personnes vers des emplois où leurs droits les plus fondamentaux sont bafoués. Il conduit à une dégradation des conditions de travail pour les paysannes et paysans, les travailleur(se)s et en particulier les migrant(e)s. Cela nous éloigne de relations respectueuses et durables avec

la nature. Ce type d'exploitation et de traitement infligé à la terre constitue la cause fondamentale de la pauvreté en milieu rural et de la faim pour plus d'un milliard de personnes dans le monde (comme c'est le cas actuellement dans la Corne de l'Afrique). En outre, ce modèle conduit à des migrations forcées, tandis qu'il crée un surplus d'alimentation industrielle qui finit par être gaspillée ou vendue à perte sur des marchés d'Europe ou d'ailleurs, détruisant les systèmes de production locaux.

Cette situation résulte de politiques alimentaires, financières, commerciales et énergétiques imposées par nos gouvernements, l'Union Européenne (particulièrement au travers de la PAC), les institutions multilatérales et financières, ainsi que par les multinationales. Citons pour exemple les politiques de dérégulation et de libéralisation des marchés agricoles, ainsi que la spéculation alimentaire.

Changer la direction de ce système alimentaire dysfonctionnel ne sera possible qu'à travers une réorientation complète des politiques et pratiques agricoles et alimentaires. Il est indispensable de repenser le système alimentaire en le basant sur les principes de la Souveraineté Alimentaire, en particulier en Europe, et ce dès maintenant.

La déclaration finale peut être chargée au format PDF à [http://www.suisse.attac.org/IMG/pdf/FR\\_Final\\_Nyeleni\\_Europe\\_Declaration\\_aou\\_t\\_2011.pdf](http://www.suisse.attac.org/IMG/pdf/FR_Final_Nyeleni_Europe_Declaration_aou_t_2011.pdf)





# >>> Université d'automne et assemblée générale d'attac suisse du 4 au 6 novembre 2011 à Genève >>>

## EUROPE : DETTES ET LUTTES SOCIALES ... ET LA SUISSE ?

Maison des Associations, Rue des Savoises 15, Genève  
4 au 6 novembre 2011  
Organisation : Attac Genève en collaboration avec le CETIM et le CADTM ; la liste est ouverte si d'autres mouvements sont intéressés.

### Vendredi 4 novembre 2011

17h30 Film sur les mobilisations des Indignés en Europe.  
20h00 Introduction : vue générale de la dette en Europe  
(Pascal Franchet)

### Samedi 5 novembre 2011

*Format : 30 min d'exposé et 15 minutes de questions de la salle*  
9h00 Islande : le refus démocratique de payer pour les banques  
(Sigurbjörg Sigurgeirsdóttir)  
9h45 Irlande : la campagne pour l'audit de la dette (Andy Storey)  
10h30 Pause  
10h45 Grèce : la campagne pour l'audit de la dette  
(Christina Laskaridi)  
11h30 Espagne : l'opposition à l'austérité, les Indignés (Jérôme Duval)  
12h15 Pause repas  
14h00 - 15h30 Table ronde et débats  
16h00 - 18h00 Ateliers (comment les Indignés s'organisent)  
18h30 L'avenir des Taxes sur les Transactions financières  
(Jacques Cossart)  
19h30 Pause repas  
20h30 "LE\$ PREDATEUR\$" spectacle "tragico-comique" de Patrick  
Chevalier sur l'absurdité de la finance.  
Fin de soirée en musique

### Dimanche 6 novembre 2011

*Suisse (format exposé de 40 minutes et 20 minutes de questions)*  
10h00 Baisse de la fiscalité pour les entreprises (Magali Orsini)  
11h00 Le projet du Denknetz (réseau de réflexion) pour une fiscalité  
plus juste (Hans Baumann)  
12h00 Pause repas  
13h30 AG d'attac suisse

Les interventions bénéficieront d'une traduction en français et en allemand.

Pré-Inscription : merci de nous envoyer un courriel avec vos coordonnées à [geneve@attac.org](mailto:geneve@attac.org)

## INVITATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ATTAC SUISSE 2011

Chères et chers membres d'Attac suisse,

Nous vous invitons cordialement à la 12ème assemblée générale d'Attac suisse qui se tiendra à la suite de notre université d'automne le

### DIMANCHE 6 NOVEMBRE 2011 DÈS 13H30 MAISON DES ASSOCIATIONS, RUE DES SA- VOISES 15, 1205 GENÈVE

Ce sera l'occasion de faire un bilan sur l'année écoulée et de réfléchir ensemble sur nos projets pour 2012. Afin de laisser le temps nécessaire à leur traduction, les propositions et motions doivent parvenir au secrétariat jusqu'au 14 octobre, de préférence par e-mail à [suisse@attac.org](mailto:suisse@attac.org) ou sinon par courrier à Attac suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève.

Ordre du jour :

1. Salutations et adoption de l'ordre du jour
2. Procès-verbal de l'AG 2010 de Delémont
3. Rapport d'activités
4. Adoption des comptes annuels et du budget
5. Elections du comptable, des réviseurs et des membres du secrétariat
6. Perspectives, propositions et motions
7. Divers

# >>> Dernière minute: nouvelle révélation d'espionnage contre Attac >>>

La WochenZeitung et le Courrier du 1er septembre révèlent qu'un étudiant genevois a infiltré Attac de 2005 au 2007 pour le compte des renseignements genevois et fédéraux. Cette affaire s'ajoute à celle déjà révélée par Temps Présent concernant l'espionnage d'Attac vaud par Securitas pour le compte de Nestlé.

Selon ses déclarations, cet étudiant était chargé de travailler au sein d'Attac afin de récolter des informations sur des manifestations. Sa carrière d'espion a commencé lors d'une manifestation contre l'OMC en

octobre 2005. Il a ensuite participé aux séances de préparation de la mobilisation contre le Forum de Davos à fin 2006. Sa dernière mission se déroulera en 2007 lors de la manifestation contre le G8 à Rostock en Allemagne.

Il affirme par ailleurs à la Wochenzeitung être convaincu qu'il y avait d'autres espions à part lui : « Les Renseignements m'ont montré des procès-verbaux de séances et des invitations à des réunions auxquels ils n'auraient pas pu accéder sans cela. » Il ré-

vèle également avoir reçu environ 10'000 francs pour toutes ces activités.

Cette affaire s'ajoute à d'autres affaires scandaleuses révélées au cours des dernières années contre Attac, le GSSA, le GAR. On assiste à des attaques toujours plus inquiétantes contre les droits démocratiques. Les condamnations de syndicalistes qui distribuent des tracts ou le règlement genevois sur les manifestations (contre lequel la gauche a lancé un référendum) en sont quelques exemples récents.